



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.3/44/8
26 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
TROISIEME COMMISSION
Points 12 et 102 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PREVENTION DU CRIME ET JUSTICE PENALE

Lettre datée du 24 octobre 1989, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent adjoint de la République islamique
d'Iran après de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer du décret du 18 octobre 1989 pris par le chef de la Révolution islamique en vue de la grâce et de la réduction des peines des prisonniers condamnés par les tribunaux révolutionnaires islamiques, les tribunaux publics et les tribunaux militaires.

Le système islamique de justice pénale a pour objet de prévenir le crime et la récidive et de chercher, autant que faire se peut, à réhabiliter les délinquants de manière à créer un milieu social favorable au progrès individuel et collectif. L'équilibre entre l'intérêt public, qui exige l'application effective des lois, et les notions islamiques selon lesquelles le châtement ne vise pas à la vengeance mais au maintien d'un ordre social conçu pour créer un ensemble harmonieux s'est manifesté dans le paragraphe 6 de l'article 119 de la Constitution, qui énumère les devoirs et responsabilités des dirigeants. Le paragraphe 6 est ainsi conçu :

"Amnistier les condamnés ou réduire leurs peines dans le cadre des principes islamiques sur recommandation du Chef du pouvoir judiciaire."

Conformément à cette disposition constitutionnelle et à ce qui a été fait l'an dernier, lorsque de nombreux prisonniers qui avaient été condamnés pour crimes violents avec usage d'armes ont été inclus dans l'amnistie, le chef du pouvoir judiciaire a, à l'occasion bénie de l'anniversaire de la naissance du Prophète Mahomet (que la paix soit avec lui), soumis la recommandation suivante au chef de la République islamique, qui l'a approuvée le 18 octobre 1989.

A l'exception de ceux qui ont été reconnus coupables des crimes les plus graves tels que trafic de stupéfiants et viol, tous les prisonniers condamnés par les tribunaux révolutionnaires islamiques, les tribunaux publics et les tribunaux militaires bénéficieront d'une grâce ou d'une réduction de peine selon les modalités suivantes, qui ne sont pas limitatives :

- a) Toutes les peines de prison d'un an au maximum seront remises;
- b) Les peines de prison d'une durée allant jusqu'à cinq ans seront réduites des deux tiers;
- c) Les peines de prison d'une durée allant jusqu'à 10 ans seront réduites des trois quarts;
- d) Les peines de prison d'une durée allant jusqu'à 15 ans seront réduites des quatre cinquièmes;
- e) Les peines d'une durée supérieure à 15 ans seront réduites de 10 ans;
- f) L'emprisonnement à vie sera commué en une peine de 15 ans.

Le chef du pouvoir judiciaire a donné les directives nécessaires aux tribunaux révolutionnaires islamiques, aux tribunaux publics et aux tribunaux militaires pour que ce décret soit appliqué promptement.

Je vous serais vivement reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre au titre des points 102 et 12 de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale.

L'Ambassadeur,

Réprésentant permanent adjoint,

(Signé) Mohammad Javad ZARIF
